



Résumé de la proposition :

Par leur nature à la fois fragile et touristique, par leur caractère exceptionnel, les Grands Sites de France et les sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco sont au cœur d'enjeux multiples auxquels doivent faire face les acteurs publics et privés dans tous les domaines d'intervention. Les grands sites constituent des espaces qui cristallisent une mise en tension intense et complexe de forces *a priori* centrifuges. En ce sens, ce sont des laboratoires opérationnels extrêmement stimulants pour la recherche en sciences régionales. Ce sont des lieux où se confrontent des valeurs, des symboles, des enjeux qui peuvent amener à de véritables innovations sociales, économiques, environnementales, mais qui peuvent tout aussi bien générer des conflits d'accès aux ressources, entraîner une confiscation du bien public.

Sur la base de l'analyse des oppositions, mais aussi des complémentarités entre valeur d'usage, valeur de préservation et valeur d'échange, représentée ou portée par ces sites, nous chercherons à comprendre à la fois dans quelles circonstances, à quelles conditions, mais aussi grâce à quels types de gestion, les grands sites exceptionnels peuvent, ou non, constituer une ressource essentielle au développement des territoires dans lesquels ils s'inscrivent. Ainsi, l'objectif est bien de travailler sur les tensions entre les fonctions financières, économiques, sociales et environnementales pour révéler les points de convergence et de consensus possibles entre ces différents enjeux et les protagonistes qui les portent, en fonction des types de sites et des types de territoires. Introduire la notion de ressource comme fil conducteur de cette recherche doit nous permettre d'étudier les conditions d'émergence d'un équilibre – ou pas – entre les dimensions ou fonctions évoquées.

Au regard de la complexité des systèmes, dans leurs ancrages territoriaux, les résultats attendus pour les axes 1 et 2 ne peuvent être apportés par une approche disciplinaire unique. L'équipe candidate, pluridisciplinaire, regroupe des chercheurs et experts rattachés à trois structures indépendantes, apportant chacune leurs compétences en économie, géographie, sciences politiques et urbanisme.

La méthodologie s'articule autour d'une phase quantitative, d'une phase qualitative et, enfin d'une phase expérimentale. La première phase a pour objectif d'étudier l'inscription des 41 Grands Sites de France et les 39 sites classés au patrimoine Unesco dans les processus de



développement socio-économique des territoires, afin de pouvoir dresser une typologie des sites dans leur contexte territorial. La phase qualitative sera menée sur plusieurs types de sites identifiés dans la typologie, afin d'étudier plus finement les processus de mise en tension entre les aspects financiers, économiques, socio-culturels et environnementaux dans un souci de trouver les chemins d'équilibre. Un travail de benchmark sera mené durant cette phase pour d'autres sites patrimoniaux en Europe, dans le but d'identifier des modalités de gestion originales et différentes de celles pratiquées en France. Enfin, on étudiera sous quelles conditions ces sites pourraient constituer des laboratoires d'innovation favorables à de nouvelles expérimentations. Par ailleurs, des séminaires transversaux, pluridisciplinaires ponctueront le déroulé du programme qui durera deux ans.

Ce programme de recherche, avec ses regards croisés, contribuera à éclairer les différentes tensions s'exerçant au sein des sites exceptionnels, leurs incidences sur les processus de développement territorial. Ces résultats, conjugués à l'analyse d'expériences pionnières, fourniront des éléments pour dépasser d'éventuelles limites, afin que les sites deviennent à part entière des ressources territoriales.